

ON VOUS DIT TOUT

POUR UN DIALOGUE SOCIAL CONSTRUCTIF AU
SERVICE DES CADRES ET DES ENCADRANTS

GESTION DES ASC : PRÉSERVER L'ÉQUITÉ ET LA PROXIMITÉ

La majorité des élus du CSE a voté en faveur de la mutualisation des Activités Sociales et Culturelles vers le CSE Central. **Vos élus CFE-CGC se sont opposés à cette décision, car elle confisque le pouvoir des élus locaux, pénalise les cadres et remet en cause l'équité entre les personnels.**

Nous avons défendu une gestion locale, moderne et équitable des ASC, fondée sur la proximité et l'adaptation aux besoins de chacun. Nous dénonçons les effets d'une centralisation excessive, qui réduit l'autonomie des élus et complique l'accès des cadres aux prestations, notamment en maintenant le Quotient Familial comme critère de calcul.

EXPÉRIMENTATION DES RENDEZ-VOUS À DOMICILE

Dans 16 secteurs de notre DDR, une expérimentation de rendez-vous bancaires à domicile, réalisés par les CAEP, a été mise en place.

Cette initiative pourrait, à terme, être élargie aux Chargés d'Affaires, ce qui suscite de légitimes interrogations.

Il est important de rappeler que la carte de démarchage à jour est obligatoire pour exercer cette activité. **L'expérimentation prévoit des rendez-vous uniquement au domicile de clients âgés de plus de 75 ans, disposant d'une situation financière supérieure à 100 000 €.** La CFE-CGC souligne l'importance d'une couverture d'assurance professionnelle adaptée pour les trajets effectués dans ce cadre, et insiste sur le fait que ces rendez-vous ne doivent en aucun cas être

FUSIONS DE SECTEURS : UNE VIGILANCE NÉCESSAIRE

La CFE-CGC a dénoncé le manque de concertation préalable autour des fusions de secteurs.

Ces réorganisations se traduisent par une réduction des postes d'encadrement, ce qui alourdit les responsabilités et fragilise le pilotage de proximité. L'élargissement des périmètres de gestion accroît également les risques liés aux déplacements professionnels, ce qui impose une vigilance particulière pour préserver la santé et la sécurité des postiers.

BILAN SOCIAL 2024 : DES POINTS D'ATTENTION

Le CSE DDR Sud-Est a mis en évidence plusieurs problématiques majeures. Les tensions liées aux sous-effectifs demeurent fortes et impactent directement la qualité de vie au travail.

Des déséquilibres persistants en matière d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes continuent d'exister, tandis que les difficultés de reclassement appellent à davantage de transparence et d'accompagnement. **La CFE-CGC propose de réévaluer les effectifs d'encadrement au sein des nouveaux périmètres, afin de garantir une charge de travail soutenable. Elle demande également une revalorisation salariale adaptée aux responsabilités exercées, ainsi qu'un accompagnement spécifique pour les cadres non retenus lors des réorganisations.**

ET AUSSI...

La CFE-CGC reste pleinement mobilisée sur plusieurs sujets qui concernent directement le quotidien des cadres et des encadrants. **Le rythme imposé de 9 demi-journées hebdomadaires ne tient pas compte des réalités locales et peut nuire à l'équilibre entre vie professionnelle et vie personnelle.**

Par ailleurs, les « journées boosters » hebdomadaires génèrent une pression commerciale accrue.

NOTRE ENGAGEMENT

La CFE-CGC appelle à un dialogue social renforcé, fondé sur le respect des métiers, des responsabilités et des femmes et des hommes qui font La Poste au quotidien. Nous restons convaincus qu'un dialogue constructif et équilibré est la clé pour préserver la qualité du travail, la reconnaissance et la performance collective.



**DU 24/11 - 6H
ELECTION AU
Conseil d'Administration
au 27/11/2025 - 19h**

100% CADRES

100% VOUS